

Procédure de remise en concurrence des marchés subséquents Fruits et Légumes regroupant plusieurs restaurants scolaires



Pour chaque période de remise en concurrence des marchés subséquents de fruits et légumes (7 jours, 14 jours ou 21 jours), il convient de définir le besoin à couvrir pour l'ensemble des restaurants concernés.

Ce besoin s'exprime en références nécessaires pour chaque lot, ainsi qu'en quantités mini et maxi pour chaque référence.

Le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement des candidats oblige le pouvoir adjudicateur à réaliser une mise en concurrence sur une liste exhaustive de denrées nécessaires pour couvrir la période.

L'un des principes de la mallette d'accord-cadre pour l'achat de fruits et légumes frais est que le bio est de saison.

En conséquence, il importe de concevoir de simples tableurs (un par lot) qui listent de manière exhaustive ce dont un restaurant scolaire peut avoir besoin pour le demi-trimestre considéré, période sur laquelle on se basera, tenant compte des rythmes de travail.

Si un adhérent au groupement d'acheteurs n'a pas besoin d'une référence pour la semaine ou la quinzaine d'achats, il indiquera « 0 ».

Si une référence est manquante, l'adhérent ajoute la référence en fin de liste, cet ajout pourra être intégré dans les versions ultérieures du tableur.

En termes de quantités et afin de simplifier la saisie, chaque adhérent indique la quantité souhaitée, sachant que le coordonnateur déterminera un mini et un maxi avec un écart total de fourchette de 30 % par exemple.

Il convient de rappeler que les acheteurs s'engagent à hauteur de 50 % du minimum qu'ils demandent, ce qui n'est pas contraignant et sécurise le candidat dans la détermination de son offre-prix.

Il appartient au pouvoir adjudicateur, coordonnateur de la procédure, de supprimer une ligne de denrées bio demandée hors saison : les producteurs locaux étant mal positionnés pour rester concurrentiels.

Il lui appartient aussi de supprimer un « produit d'appel », s'il risque à lui seul d'avantager un titulaire de l'accord-cadre tandis que d'autres titulaires seraient à même de proposer des offres-prix plus avantageuses sur toutes les autres denrées. Ce principe de fonctionnement doit être analysé au regard de la quantité demandée selon qu'elle serait ou non de nature à influencer de manière substantielle l'attribution du marché subséquent.

Dès lors que la liste quantifiée de denrées remises en concurrence est finalisée, elle est communiquée aux titulaires de l'accord-cadre qui répondent.

Lorsque le marché subséquent est attribué, sachant qu'il est à « bon de commande », il est exécuté directement par chaque membre du groupement, celui-ci étant responsable de ses propres engagements, comme de la vérification de la bonne exécution de la procédure à l'aide des outils fournis par cette mallette.

Le coordonnateur sert de référent juridique, il n'a pas vocation à se substituer à l'autonomie de fonctionnement de l'EPLA adhérent.